

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 4 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Granulats

4 place des Saisons
Tour Alto
92400 Courbevoie

Références : 2026-126-INSP-RAP-NG-HMFG-Châtelet-Ségrie
Code AIOT : 0006300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 de l'établissement Heidelberg Materials France Granulats pour la carrière implantée au lieu-dit "Le Châtelet" à Ségrie. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats
- Carrière de Ségrie Lieu-dit "Le Châtelet" 72170 Segrie
- Code AIOT : 0006300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la Carrière de Châtelet à Ségrie est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-4127 du 17 août 2007 complété de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2018-0447 du 15 octobre 2018 ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2019-0134 du 24 juin 2019 autorisant le changement d'exploitant. La production maximum autorisée est de 400 000 tonnes/an avec une production moyenne de 300 000 t/an. L'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière est fixée au 17 août 2037.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite visite du 14/04/2025 - AR1 – Conception des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Suite visite du 14/05/2025- AR1 – vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Suite visite 14/05/2025- AR1 – Actions correctives	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
6	Suite visite 14/05/2025 - Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Suite visite 14/05/2025 - Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Autorisation environnementale	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 / L.515-1	/	Sans objet
5	Suite visite du 14/04/2025 - Traitement des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments reçu en ce qui concerne la réalisation des contrôles périodiques des installations électriques, il est proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2025 à réception du compte-rendu de la vérification annuelle des installations électrique prévue en juin 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation environnementale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, articles L.515-1 et R.181-46
Thème : Situation administrative - Renouvellement/Extension de la carrière
Prescription contrôlée : <u>Article L.515-1</u> La durée de validité de l'autorisation administrative prévue à l'article L. 512-1 ou de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 des exploitations de carrières ne peut excéder trente ans. L'autorisation administrative ou l'enregistrement initial est renouvelable dans les mêmes limites. <u>Article R.181-46</u> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Ce point de contrôle est créé dans le cadre de la présentation du projet de renouvellement/extension de la carrière de Châtelet à Ségrie.

Le projet concerne un renouvellement pour 30 ans de l'exploitation de la carrière avec une extension géographique vers l'Est et une augmentation de la production annuelle de matériaux (passage de 300 000 tonnes à 360 000 tonnes en moyenne annuelle pour un maximum de 400 000 t à 440 000 t/an). L'exploitant compte déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale au cours du 1er semestre 2026.

En séance, il a été évoqué la possibilité de déposer un porter à connaissance en lieu et place d'une demande d'autorisation environnementale en considérant un renouvellement d'autorisation d'exploiter pour une même durée et une extension n'atteignant pas 25 hectares. La réalisation d'une procédure cas par cas serait toutefois nécessaire dans la mesure où l'augmentation de la puissance des installations de traitement dépasserait en elle-même le seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 de la nomenclature des installations classées. Une demande de dérogation au titre des espèces protégées fera l'objet d'un dossier spécifique dont l'instruction sera indépendante.

En séance, il a été demandé d'intégrer au porter à connaissance qui sera déposé les rubriques IOTA couvertes par antériorité (plan d'eau final notamment) ainsi que la justification de la demande de renouvellement de manière anticipée par rapport à l'échéance de l'autorisation en 2037.

Le dossier cas par cas devra analyser et justifier du caractère non substantiels de la modification sollicitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite visite du 14/04/2025 - AR1 – Conception des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème : Actions régionales, Conception des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 14/04/2025</u></p> <p>Suite à un incendie du local électrique de la carrière survenu le 17/02/2025, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui fournir un rapport d'incendie identifiant les causes, circonstances et actions entreprises suite à l'incendie.</p> <p>Pour courrier daté du 24 juin 2025, l'exploitant a indiqué être en attente du rapport d'expert pour transmettre les causes de l'incendie.</p> <p><u>Constat du 22/01/2026</u></p> <p>Le rapport synthétisant les causes, conséquences et actions entreprises n'a pas été transmis à l'inspection.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté le travail d'analyse réalisé sur l'incendie et les retours d'expérience lié à celui-ci afin de mettre en place les actions de préventions visant l'évitement d'un tel événement pour l'ensemble de ses sites.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un rapport synthétique des éléments relatifs aux causes et circonstances de l'incendie ainsi que les mesures correctives et points d'amélioration et de suivi mis en place suite à l'incendie survenu le 17/02/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Suite visite du 14/05/2025- AR1 –vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E – APMD du 11/07/2005, article 1</p>
<p>Thème : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2026

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

(...)

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/07/2025, article 1

La société Heidelberg Materials France Granulats exploitant de la carrière de grès au lieu-dit « Le Châtelet », sur la commune de Ségrie est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 66-A et 66-E de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en réalisant les contrôles périodiques des installations électriques de son site dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Retour sur la visite du 14/02/2025

Dans le cadre de l'action régionale relative aux installations électriques conduite en 2025, l'inspection avait constaté l'absence de vérification électrique sur le site depuis 2019. Un arrêté préfectoral mettant en demeure l'exploitant de réaliser, dans un délai de 12 mois, les vérifications électriques périodiques après la mise en service du nouveau local électrique a été notifié à l'exploitant en juillet 2025.

Par courrier daté du 17/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport initial de vérification Q18 des nouvelles installations électriques. Celui-ci mentionne qu'il s'agit d'une vérification partielle des installations. Il conclut en l'absence de risque d'incendie ou explosion. Il n'est pas accompagné de la visite détaillée du site et installations vérifiées.

Constat du 22/01/2026

L'exploitant indique que la prochaine visite de vérification électrique est prévue en juin/juillet 2026 (dans l'année suivant la mise en service du nouveau local électrique).

L'exploitant indique que la réalisation d'une vérification Q19 est prévue au 1er trimestre 2026.

Au regard des éléments transmis, l'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure de réaliser les vérifications électriques périodiques peut être levé à réception du compte-rendu de vérification périodique des installations électriques opérée en 2026 sur la totalité des installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<ul style="list-style-type: none"> - Transmettre à la préfecture de la Sarthe, dès qu'il sera disponible, le rapport de vérification électrique annuelle portant sur l'ensemble des installations électriques du site accompagné du rapport détaillé des installations vérifiées ainsi que plan d'action associé le cas échéant. - Transmettre, dès qu'il sera disponible le rapport de vérification Q19 réalisé en 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Suite visite 14/05/2025- AR1 – Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E
Thème : Actions régionales, plan d'action suite au contrôle des installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 14/04/2025</u></p> <p>Lors de la visite du 14/04/2025, il avait été constaté que les installations électriques n'avaient fait l'objet d'aucun contrôle périodique depuis 2019.</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°3, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été notifié à l'exploitant au regard de cette situation.</p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place un plan d'action correctives formalisé priorisant les actions en fonction de l'urgence de mise en conformité et planifiant les remises en conformité.</p>

Constat du 22/01/2026

La vérification initiale des installations électriques a été réalisée en 2025, le prochain contrôle périodique est prévu à l'été 2026.

Relativement à la mise en place d'un plan d'action, l'exploitant s'est inscrit dans la démarche ISO 14001. Il a mis en place un tableau de suivi des vérifications et maintenances périodiques à effectuer sur le site. Le tableau 2025 montré en inspection ne mentionne pas les vérifications électriques réalisées en septembre 2025. La vérification périodique des installations électrique n'est pas non plus reporté sur le registre sécurité du site qui n'est pas tenu à jour sur cet aspect.

Le tableau traçant les vérifications et maintenances à réaliser sur le site est perfectible. Il serait opportun qu'il compile l'ensemble des vérifications et maintenances effectuées dans l'année et qu'il trace les actions correctives prises pour un retour à la conformité lorsque des anomalies sont repérées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Formaliser un plan d'action permettant de suivre l'ensemble des vérifications et maintenance à réaliser dans l'année ainsi que les actions correctives réalisées pour un retour à la conformité ;
- Tenir à jour le registre sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite visite du 14/04/2025 - Traitement des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3

Thème : Risques chroniques, Gestion de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait été actée : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2025

Prescription contrôlée :

Les eaux de ruissellement de la carrière et les eaux de traitement des matériaux sont collectées et dirigées par l'intermédiaire de fossés vers les bassins de décantation. Ces eaux sont recyclées pour être utilisées dans les installations industrielles de la carrière. Les seules eaux restituées au milieu extérieur sont celles issues du bassin de décantation B5. Le circuit de collecte est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Constats :**Retour sur la visite du 14/04/2025**

Suite à un signalement d'un incident de rejet dans le ruisseau du Souci par l'OFB en mars 2025, l'exploitant avait temporairement changé le process de gestion des eaux afin de faire transiter

l'eau pompée du fond de fouille du 1^{er} bassin (B1) jusqu'au 5^{ème} bassin (B5) en la faisant transiter par le 2^{ème} bassin (B2), puis vers le 3^{ème} bassin (B3) et vers le 4^{ème} bassin (B4). Habituellement les eaux d'exhaures sont pompées et dirigées vers le 5^{ème} bassin (B5) avant rejet vers le ruisseau du Souci. L'année d'avant, une jupe filtrante avait été installée dans le bassin n°5 afin d'éviter des rejets chargés dans le milieu naturel. Il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les justifications de réalisation des fossés périphériques de récupération des eaux et de veiller à maintenir le fonctionnement de transition des eaux pompées par les bassins intermédiaires dès qu'un risque de rejet au milieu naturel anormal existe.

Constat du 22/01/2026

Dans l'attente de la la création d'un premier bassin de décantation au niveau de la fosse d'extraction suite à la réalisation complète de la descendrie dans le cadre de l'approfondissement de la carrière, les eaux d'exhaures pompées transitent par le bassin n°4 avant renvoi dans le bassin n°5 puis rejet dans le milieu naturel.

L'exploitant indique également qu'il réalise régulièrement l'entretien de la jupe filtante.

Les résultats d'analyse de la qualité des eaux rejetées (eaux résiduares) réalisée le 16/10/2025 ne montre pas de dépassement des valeurs limites de rejet imposées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Par contre le rapport d'analyse prend en compte le double de la valeur limite fixée par l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 considérant qu'il s'agit de prélèvements réalisés de façon ponctuelle.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la prescription de l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 mentionnant que "*Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites*" ne revient pas à doubler la valeur limite fixée.

Les valeurs limites à indiquer dans les rapports d'analyse par les laboratoires à qui sont confiés la réalisation des prélèvements sont celles mentionnées à l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/08/2007.

Le suivi des eaux douces (ruisseau les étangs et ruisseau la Juillerie) ne montrent pas de valeurs anormales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite visite 14/05/2025 - Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème : Risques accidentels, Rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait été actée : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/06/2025

Prescription contrôlée :

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche

entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

Retour sur la visite du 14/05/2025

Lors de la visite du 14/05/2025, il avait été constaté que plusieurs fûts susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols étaient stockés hors rétention dans l'atelier de stockage de produits. Il avait été demandé à l'exploitant de veiller à stocker tout produit susceptible de créer une pollution sur rétention conformément à l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

Constat du 22/01/2026

Le local de stockage de produit est séparé de l'atelier de maintenance du site. Il dispose d'une fermeture à clé. Les produits y ont été placés sur rétention. Certains fûts sont toutefois stockés les uns sur les autres (parfois vides). La quantité de produits stockés n'est pas déterminée. Les fiches de données sécurité ne sont pas accessibles lors de la visite d'inspection. L'étiquetage des produits est manquant sur certains fûts, il n'est pas possible d'établir la compatibilité des produits stockés sur une même rétention. Dans l'atelier de maintenance 2 batteries usagées sont stockées au sol en attente d'élimination.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Disposer en permanence des fiches de sécurité des produits stockés et s'assurer de la connaissance de celle-ci par les utilisateurs des produits ;
- Veiller au maintien de l'étiquetage des produits stockés.
- S'assurer de la compatibilité des produits stockés sur une même rétention et dans un même lieu ;
- Disposer de l'état des stocks des produits stockés.
- Éliminer les batteries usagers dans les filières ad-hoc et veiller à leur stockage dans de bonne condition de sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suite visite 14/05/2025 - Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4

Thème : Risques chroniques, Affichage

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 14/05/2025</u></p> <p>Lors de la visite, il avait été constaté que les panneaux d'indication de la présence de la carrière aux entrées et abords du site n'étaient plus très lisibles. Il avait été demandé la mise en place de nouveaux panneaux contenant les indications réglementaires et la mise à jour du nom de l'exploitant : passage de GSM à Heidelberg Matériaux France Granulats.</p> <p><u>Constat du 22/01/2026</u></p> <p>Les panneaux sont commandés mais ne sont pas mis en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Installer les nouveaux panneaux contenant les informations réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>